

Réorienter l'Europe. Les chemins de l'indépendance.

Sami Naïr explicite le titre de son exposé : « Comment redresser la construction européenne ? La question de l'indépendance de l'Europe, condition de son existence ».

Ce qui est en question, c'est la conception de l'Europe.

L'indépendance, c'est la liberté d'exister. L'existence d'une nation implique certaines conditions (communauté de destin, défense, justice, respect du droit international, notion d'intérêt national et général se situant au-dessus de la droite et de la gauche...).

La politique est aussi définie par la géographie. Le principal problème, en ce qui concerne l'indépendance de l'Europe, ce sont les USA et leur volonté de dominer le monde.

Au XXème siècle, le monde était divisé entre les USA et l'URSS, les premiers représentant le monde libre. La première grande division de l'Europe s'est produite en 1917. L'Europe a été divisée par l'URSS.

Depuis la fin de l'URSS, ce sont les USA qui divisent l'Europe (en 2003, au moment d'envahir l'Irak, ils ont joué de la division entre la vieille et la jeune Europe, celle-ci leur étant favorable).

En refusant de ratifier le TCE, on a échappé à la liaison constitutionnelle Europe - OTAN.

Les USA : une stratégie de domination du monde.

Au duopole USA-URSS, a succédé le monopole hégémonique des USA. Un auteur américain a montré que, de Hawaï (1895) à l'Irak (2003), les USA ont toujours pratiqué l'interventionnisme, parfois déguisé en isolationnisme d'intérêt. Le président Clinton, lui-même, a reconnu que sa politique était multilatérale, mais unilatérale si nécessaire.

Hubert Védrine, dans sa description de « l'hyperpuissance », évoque un unilatéralisme qui va durer. On pourrait dire qu'il s'agit d'un empire qui vit au détriment du reste de l'humanité.

De Gaulle, en 1963, décrivait précisément les USA utilisant l'arme du dollar pour influencer sur les exportations, l'inflation...

L'euro, depuis sa création, travaille pour le dollar. Le maintien de déficits exorbitants (427 milliards de dollars en 2006 de déficit commercial), le rôle des lobbies militaro-industriels et pétroliers, montrent que la priorité des USA est de préserver leur domination par tous les moyens, y compris par la logique de l'exportation du chaos (dont les foyers sont l'Irak et Israël) avec leurs fidèles alliés (la Grande-Bretagne et Israël).

C'est la stratégie des USA qui a favorisé la montée de l'Iran (en détruisant l'Irak) et la prolifération nucléaire. Israël (Sharon), en détruisant l'OLP, a favorisé la montée de l'islamisme (le Hamas).

Qui résiste à cette stratégie de domination ?

La Chine, l'Inde, la Russie, sont capables de penser mondial. L'Europe est impuissante, vassalisée par les USA. A partir de 1970, les deux principaux élargissements ont été guidés par l'atlantisme (la Grande-Bretagne puis l'Europe de l'est). L'Europe a toujours refusé de se structurer à partir des nations, le fédéralisme étant son plus petit commun dénominateur.

L'indépendance suppose la maîtrise de l'instrument militaire et un consensus identitaire (se sacrifier pour son pays).

Une période nouvelle.

Nous sommes entrés dans une période nouvelle depuis l'expression des opinions publiques européennes en 2003 refusant la guerre en Irak (certes, pour des raisons différentes) et surtout depuis le NON des peuples français et néerlandais en 2005 (les élites européennes en sont malades).

Le débat européen est désormais obligatoire et il est en train de s'ouvrir. La confusion persiste entre les conceptions des euro-libéraux et des partisans de l'Europe - puissance.

En fait, le type d'Europe dépend de la relation entre la France et l'Allemagne.

Les Allemands pensent l'Europe dans une logique post-nationale, de type fédéral. Les Français mettent en avant la question de la démocratie, qui ne peut s'épanouir qu'à l'échelle nationale (pas possible à 30 pays et le Parlement européen actuel ne pratique pas la démocratie).

A partir des nations, l'Europe peut restaurer l'idée d'indépendance, qu'elle n'a plus fait sienne depuis de Gaulle. La France a un rôle à jouer mais ne le fait pas (sa politique arabe a été détruite par la guerre du Golfe).

Nous sommes des Européens réalistes.

Nous voulons une Europe indépendante, une Europe européenne. Nous sommes pour les coopérations renforcées à partir du couple franco-allemand, pour la coordination des politiques économiques, pour un euro au service de la croissance européenne (moyenne : 1,9% actuellement, ce qui augmente la précarité, même si le chômage baisse). C'est l'Europe qui conditionne l'emploi en France.

Nous sommes pour un instrument de défense autonome par rapport à l'OTAN. Nous ne voulons pas de constitution européenne, nous voulons un traité institutionnel qui définit qui fait quoi et ce que nous voulons faire ensemble. L'Europe se construira par les peuples, sinon elle ne se fera pas.

L'avis de Jean-Pierre Chevènement.

Au cours du débat, Jean-Pierre Chevènement a donné son point de vue sur la conception de l'Europe qui réunit la majorité des Allemands. Ils sont influencés par la théorie post-nationale (« Après l'Etat-nation » de Habermas) qui est à l'origine de la philosophie du traité constitutionnel européen.

C'est la situation de l'Allemagne en 1945 qui a conduit au consensus supra-national. L'ancien Chancelier Schroöder considère la nation allemande parmi d'autres, ayant intégré la Shoah dans son identité sans y être réductible. L'origine de l'Allemagne remonte loin dans le passé.

Il est vrai qu'elle est sur une ligne libre-échangiste d'adaptation à la mondialisation. Mais son commerce se fait à 70% avec la grande Europe (incluant la Russie). S'il se produisait un retournement de croissance en Allemagne, celle-ci retrouverait ses intérêts nationaux, car il ne faut pas confondre l'intérêt de l'Allemagne avec sa situation historique.

La dérive du concept national allemand a conduit au nazisme. Le retour à une conception nationale de l'Allemagne est en bonne voie.

Sami Naïr répond ensuite aux différents intervenants.

L'eurogroupe est une organisation fédérale, de fait. Ses décisions doivent résulter d'un accord politique entre les nations. Le système peut être reconstruit à partir de cet eurogroupe.

L'expression « Europe sociale » a caché le fait que les nations européennes ont des niveaux de développement différents. Les fonds structurels ont pour objet de réduire les écarts.

Il faut se mettre d'accord sur ce qu'est l'Europe confédérale (les nations ensemble et seules), revoir les modalités des coopérations renforcées (l'eurogroupe en est une).

Nous avons besoin de clarifier notre différence avec l'Allemagne en ce qui concerne la conception de la nation. Le nazisme et la seconde guerre mondiale ont transi l'Allemagne, poussant les Allemands à vouloir une démocratie sans puissance.

Pour le penseur néo-kantien qu'est Habermas, la nation est un particularisme qu'il rejette. Il se situe dans la logique cosmopolite, qui amène à considérer l'Europe comme l'équivalent d'une nation européenne dans une logique transnationale à l'échelle mondiale. Schroöder et Lafontaine, eux, ont une conception de la nation plus proche de la nôtre.

La place de la Russie devra être reconsidérée dans l'Europe, car elle n'est pas extérieure (Tolstoï est un auteur européen).

Le fait qu'Israël dispose de la bombe atomique ne justifie en rien que tous les pays voisins doivent en disposer également.

Texte rédigé à partir des notes de Michel SORIN